

# Tujenge Amani Leo Mag

Le magazine du projet de renforcement de la cohésion sociale et la résilience économique des communautés affectées par les conflits au Nord-Kivu et en Ituri.



TUJENGE AMANI LEO

Mars 2021

Numéro 01

Gratuit

Annuel



## VOLETS :

1. Cohésion sociale
2. La résilience socioéconomique
3. Santé sexuelle et reproductive

Cofinancé par  
l'Union européenne





# Tujenge Amani Leo

La construction de la paix  
et du développement durable  
dans l'Est de la RDC



 UNION EUROPÉENNE

 TUJENGE AMANI LEO

 SOFEPADI  
Soutien à l'économie, pour la Paix et  
le Développement Intégral

**PROGRAMME « TUJENGE AMANI LEO »**  
**CEP : MAVIVI 1 et 6**  
Cofinancé par l'Union Européenne et Sofepadi  
Mise en oeuvre par la SOFEPADI

↓  
Période : De Mars 2021 à Février 2024



# L'Edito

**« L'impact sur la cohésion sociale et la résilience socio-économique des communautés affectées par les conflits au Nord-Kivu et en Ituri est visible au sein des communautés grâce au projet TAL »,  
Sandrine Lusamba  
coordinatrice Nationale/SOFEPADI.**

Chers (Chères) Lecteurs (Lectrices),

En cette première année, le programme de Renforcement de la cohésion sociale et la Résilience Socioéconomique des communautés affectées par les conflits au Nord-Kivu et en Ituri « TUJENGE AMANI LEO », a connu des avancées dans la réalisation des activités prévues. Certes, certaines activités ont connu des ruptures intempestives dans certaines zones à la suite de la situation sécuritaire ayant causé des déplacements massifs des populations. C'est le cas de Mangina au Nord-Kivu et Katoto en Ituri.

Nous notons qu'au courant de cette première année, plusieurs activités ont eu lieu et ont impacté positivement la vie des communautés dans les deux provinces concernées par le projet. Les résultats suivants ont été atteints lors de la mise en œuvre desdites activités :

- L'opérationnalisation des associations agricoles ;
- La mise en place de la chaîne de valeur agricole ;
- La mise en place des activités des jeunes ;
- Le renforcement et l'inclusion des processus locaux de prévention et de résolution des conflits ;
- La croissance de la connaissance des parties prenantes à mener des dialogues inclusifs et participatifs ;
- La prise en charge médicale et psychologique des victimes des conflits armés ;
- La prise en charge médicale et psychologique des victimes des conflits armés ;
- La mise en place et l'animation des centres d'écoute des jeunes sur la Santé Sexuelle et de la Reproduction

A travers ce numéro, vous pourrez ainsi découvrir et apprendre plus du projet Tujenge Amani Léo et son impact dans la communauté grâce au partage d'histoire d'intérêt humain des bénéficiaires du projet (la communauté affectée par le conflit) selon différents volets. Mais c'est aussi et surtout un voyage à travers la destination vers le Nord-Kivu et Ituri en RDC.

A la découverte, Embarquez !  
Excellente lecture

**Sandrine Lusamba**  
Coordinatrice Nationale

# NOS RESULTATS AU FIL DE L'ANNEE

---

Mises en place et opérationnalisation de 5 Associations agricole dans les zones d'interventions

Maintien de 500 Agriculteurs dont 300 au Nord-Kivu et 200 en ITURI. Ces derniers sont repartis au sein de 20 CEP.

Réalisation de 10 réunions d'identification des espaces adéquats pour les jardins communautaires

Organisation de deux séances de mobilisation et structuration des associations agricoles

12 ateliers dont 6 au Nord-Kivu et 6 en Ituri pour l'élaboration des règlements municipaux sur les jardins communautaires. D'où la validation des statuts et roi des associations agricoles.

Dotation des différents outils et intrant aux membres des associations agricoles en vue de démarrages des activités dans les jardins communautaires.

Mise en place des 20 AVEC dont 12 au Nord-Kivu et 8 en Ituri

Formation de 32 Vétérinaires et agronomes de la SOFEPADI et de l'Etat sur l'école agricole de terrain.

75 représentants des 5 associations agricoles sont outillés en gestion des affaires agricoles et compétences en affaires.

Approvisionnement des kits de démarrage aux 5 associations agricoles.

Formation de 32 Vétérinaires et agronomes de la SOFEPADI et de l'Etat sur l'école agricole de terrain.

Identification de 450 jeunes pour les formations socio-professionnelles et orientations dans l'entrepreneuriat.

Recrutement de 5 formateurs et gestionnaires des centres sociaux professionnels des jeunes

Formation de 52 jeunes sur l'alphabétisation au sein des centres sociaux professionnels.

Formation de 18 staffs SOFEPADI, DIVAS et formateurs des jeunes sur l'approche youth ready et la gestion des centres de formation sociaux professionnels

Trois sur cinq centres de formation sociaux professionnels sont déjà opérationnels.

Formation de 32 membres des GD, CLPD, CLSP sur la communication; le plaidoyer et résolution pacifique des conflits.

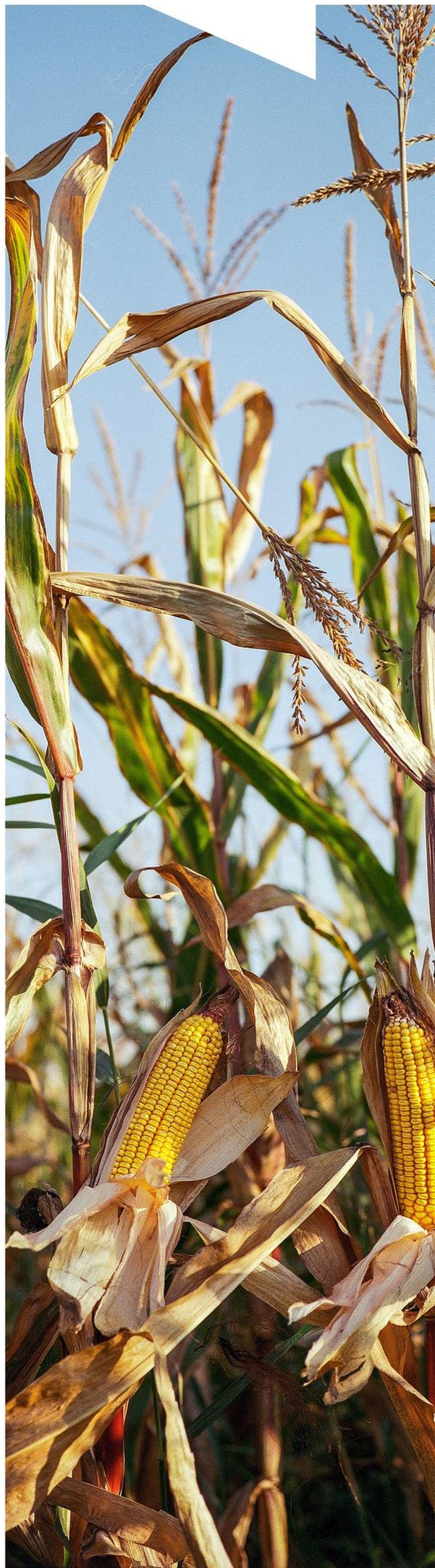
Organisation d'une mini-recherche action participative. Elle a connu la participation de 150 personne en focus groupe dans les cinq zones d'intervention

150 Personnes touchées par la restitution des résultats issus des recherches actions participatives sur la dynamique des conflits

Organisation des cinq séances d'analyse de contexte socio-sécuritaire local

Organisation de 5 dialogues communautaires. Ces derniers ont touché plus de 174 personnes

Elaboration de 5 plans d'actions assortis des dialogues communautaires



# Le sommaire

---

Quid du programme Tujenge Amani Léo ;

---

RDC : Appui à la chaîne de valeur agricole, actions de la SOFEPADI et de l'Union Européenne pour la cohésion sociale et la résilience économique en Ituri et au Nord-Kivu ;

---

Formation des agronomes et vétérinaires sur l'école agricole.

---

Alternative pour l'emploi des jeunes : L'entrepreneuriat social une solution au bénéfice de la communauté ;

---

La formation des leaders communautaires sur les techniques de communication, un apport considérable pour la cohésion sociale au Nord Kivu et en Ituri ;

---

Le dialogue communautaire, le socle de la solution des conflits ;

---

L'accès aux soins de la santé sexuelle et reproductive et l'assistance psychologique par les victimes des conflits armés et de la pauvreté généralisée ;

Tujenge Amani Léo Mag  
Rédactrice en chef / D.P : Laetitia Ndeke  
Lecture : Dr Ange Kumba  
Site web : [www.sofepadirdc.org](http://www.sofepadirdc.org)  
Maquette / D.A : @ Gad Muweza

Contributions : Sandrine Lusamba /Rodrigue Ngasembere/ Martin Baguma/ Ismael Butimba/ John Tongo/ Ukelo Biyik  
Emmanuelle/ Aimée Katsetse/ Lydia Lenge/ David Héritier Pithua/ Joachim Musubao/ Olivier Lumago  
Photographies : Gad Muweza/ Laetitia Ndeke

# Quid du programme Tujenge Amani Léo

Tujenge Amani Léo, est un vaste programme triennal de renforcement de la cohésion sociale et de la résilience socioéconomique des populations affectées par les conflits au Nord-Kivu et en Ituri. Avec le cofinancement de l'Union Européenne et la SOFEPADI, il est mis en œuvre depuis Mars 2021.

L'objectif de ce programme est de Contribuer à la construction de la paix et au développement durable dans l'Est de la République Démocratique du Congo.

Ainsi, il cible :

- 500 ménages vulnérables dont l'agriculture est la première source de revenus (40% des ménages ciblés seront ceux des femmes et jeunes) ;
- 450 jeunes à risque (jeunes désœuvrés, ex-combattants et survivants des VBG) ;
- 225 ménages en raison de 30 par site/ville (5 sites ciblés) appuyés dans la mise en œuvre d'AGR en élevage (basé sur des critères de vulnérabilité prédéfinis de manière participative et inclusive) soit 100 ménages pour l'élevage des lapins et 125 ménages pour des porcs ;
- 375 leaders communautaires soit 150 issus des 5 groupes de dialogue communautaires, 150 des 5 Comités locaux de paix et développement et 75 des 5 Comités locaux de sécurité de proximité ;
- 3250 femmes et filles vulnérables et victimes des conflits armés des territoires de Beni et Djugu au Nord-Kivu et Ituri. 3000 bénéficieront d'accompagnement médical et psychologique et 250 jeunes des activités d'éducation en santé sexuelle et de reproduction ;

Pendant 3 ans, ce projet sera exécuté. Il faudra certainement adopter des méthodes cohérentes qui promeuvent la cohésion sociale et la résilience économique des communautés affectées par le conflit au Nord-Kivu et en Ituri. Chaque projet a sa propre dynamique et les opportunités des réussites y sont multiples. A nous d'aller plus loin, plus vite et plus fort, en unissant de nos forces.

Vous avez sûrement eu une idée sur le projet Tujenge Amani Leo. Retrouvez, dans les lignes qui suivent, les grandes réalisations de l'année 1.

# RDC : Appui à la chaîne de valeur agricole, action de la Sofepadi et de l'union européenne pour la résilience économique en Ituri et au Nord-Kivu.

Connaissant les avantages des groupements agricoles, la SOFEPADI et l'Union Européenne ont levé l'option de mettre en place les chaînes d'approvisionnement agricoles pour le renforcement de la cohésion sociale et la résilience économique des communautés affectées par les conflits au Nord-Kivu (Beni ville, Mavivi et Mangina) et en Ituri (Bunia et Katoto).

Cinq cents bénéficiaires ont été identifiés et regroupés en associations agricoles sur les 5 sites d'exécution du projet. L'idée fut de les organiser en comité de développement rural et en coopérative.

Faire en sorte que ces agriculteurs améliorent leurs vies et développent la solidarité entre les communautés. Ainsi, voir le règne de la paix en Ituri et Beni territoire et ville, coins de la RDC ayant connu des conflits armés pendant maintenant plus de deux décennies.

Actuellement, ces associations agricoles constituent les meilleures formes d'organisations paysannes. Elles permettent une participation plus large et plus effective de la population aux activités de production et à la réalisation des actions favorables à l'amélioration des conditions de vie.

Cette autopromotion des agriculteurs est un bon créneau pour le développement à la base. Ainsi, l'équipe des agronomes et de la résilience économique de la SOFEPADI leur accorde une attention particulière.

## Opérationnalisation des associations agricoles



Après l'identification des bénéficiaires sur les 5 sites de mise en œuvre du projet, les associations agricoles ont été mises en place en collaboration avec la communauté et les leaders communautaires.

Sur 100% des bénéficiaires agriculteurs identifiés, 18% sont des déplacés non originaires dont 4% souhaitent retourner, 28% sont des retournés dans différentes zones et 50% sont issus des familles d'accueil.

Pour la bonne structuration des associations agricoles, plusieurs réunions avaient eu lieu et une équipe de pilotage avait été mise en place.

Avec l'implication des autorités locales des différentes zones, des espaces des labours avaient été négociés et l'accès à de grandes étendues a été rendu possible dans chaque zone en vue de faciliter les activités agricoles.

L'approche intégrant les cultivateurs bénéficiaires individuels avait été d'usage par la même occasion. Ils avaient ainsi donné leurs terres dans le but de renforcer la chaîne de valeur agricole.



## La mobilisation des bénéficiaires au sein des associations agricoles...

Le but était d'organiser les cultivateurs en association agricole pour plus de compétitivité sur le marché. Les membres de chaque association avaient au cours des différentes réunions électives, procédé à la mise en place des comités directeurs composés de 5 membres dont un président, un secrétaire, trésorier et deux conseillers.

Les agriculteurs étaient regroupés en association agricole organisée en champs écoles paysans de 25 personnes, conduits par des comités directeurs élus pour assurer la bonne gouvernance de ces associations et des activités au sein des jardins communautaires et champs agricoles.

Pour régler le fonctionnement, différentes réunions d'élaboration des statuts et règlements d'ordre intérieur avaient été organisées. 5 statuts et ROI avaient été adoptés par les membres des associations agricoles puis notariés.



## Dotation des kits complets en intrants agricoles



Pour permettre le démarrage des activités agricoles, la SOFEPADI et l'Union Européenne ont procédé à la dotation des kits complets en intrants agricoles.

Les kits de démarrage de Beni étaient constitués de :

Intrants outils aratoires (300 houes, 450 arrosoirs, 75 Pulvérisateurs, 50 Imperméables, 25 Brouettes, 50 Ficelles, 75 Râteaux, 300 Bèches, 50 Binettes et 300 Mâches) ;

Intrants Semenciers (2100 G d'Aubergine doux, 4000 G d'Amarante, 5600 G de Chou Cabage, 2400 G de Tomate, 4000 G de Carotte, 1000 G d'Épinard, 4000 G de Poivron, 4000 G de Poireau et 4000 G d'Oignon Blanc) ;

Intrants Phytosanitaires (80 Bouteilles de 500 ml de Super Laser, 80 Bouteilles de 500 ml de Rocket, 80 Bouteilles de 500 ml de dudu, 75 Bouteilles de 125 ml de Végimax, 130 sachets de 250 G d'grozeb et 150 Kg de DP) ;

Intrants équipements des travaux champêtres (300 jambières, 300 Salopettes, 300 casques, 300 gants, 50 Imperméables, 50 masques et 50 lunettes)

En Ituri, les lots des kits suivants étaient dotés aux associations agricoles :

Matériels aratoires et accessoires : 120 Arrosoirs, 30 pulvérisateurs, 20 Imperméables, 120 Salopettes, 10 Brouettes, 120 Casques, 120 Jambières, 120 Gants, 10 Ficelles, 20 Masque, 20 binettes, 30 Râteaux, 120 beches, 120 Houes, 120 manches à bois,

Les semences maraichères : 1500g d'aubergine, 2500g d'amarante, 3500g de chou, 1500g de tomate, 1000g d'épinard, 2500g de carottes, 2500G de poireau, 2500g de poivron, 2500g d'oignon

Les produits phytosanitaires : 50 pièces de Super Laser, 50 Pièces de roquettes, 50 pièces de végimax, 50 pièces de Agrozerb, 70kg de DAP





## Les premières Productions maraichers ...



Pour ce qui est de la production en Ituri, les productions suivantes ont été faites :

- **Bunia:**

Sur les jardins collectifs 25 ares, la production de chou a été de 350 Kg.

- **Katoto**

Vu l'insécurité dans la zone, aucune production n'avait été enregistrée à la suite de l'arrêt des activités.

Au Nord-Kivu pour les champs collectifs des membres de l'association agricole, des récoltes étaient repartis de la manière ci-après :

- **Beni**

Les résultats des récoltes étaient repartis de la manière ci-après : 200 Kg de chou sur l'espace de 2.5 ares, 250 Kg de tomate sur l'espace de 5 ares, poivron 30 Kg sur l'espace de 1 are et oignon, poireau et aubergine produiront l'an suivant.

Parlant des portions individuelles, la tomate récoltée est de 150 Kg, le poivron 50 Kg et le chou 650 Kg.

- **Mangina**

Sur 30 ares préparés : 120 Kg de tomate avaient été produits sur 6 ares, 85 kg d'aubergine sur 9 ares et enfin 55Kg de poivron sur 3 ares.

- **Mavivi**

Sur un jardin de 5 ares, étant collectif pour l'association agricole, les résultats des récoltes étaient repartis de la manière ci-après : 300 Kg de chou, 15 Kg de Carotte sur une plate-bande de 10m<sup>2</sup>. D'où, les cultures dont tomate, poivron, chou et poireau ont été particulièrement installées par les bénéficiaires dans leurs portions individuelles. Cependant, en moyenne la tomate récoltée était de 100 Kg sur un espace de 15 ares, le poivron 25 Kg sur l'espace de 2.5 ares et le chou 450 Kg sur l'espace de 20 ares.

Les produits avaient été vendus sur les marchés locaux avec l'accompagnement des chargés de la résilience socioéconomique.

# Implantation des AVEC

Dans le but de pérenniser les activités du projet, 20 regroupements des cultivateurs en champs écoles paysannes de 25 personnes avaient été constitués en associations villageoises d'épargne et de crédit.

Pour la bonne gestion, quelques formations avaient eu lieu. Les responsables des comités directeurs de chaque CEP avaient été formés sur la gestion d'une AVEC et les membres sur le bien-fondé de l'AVEC.

Afin de rendre attrayantes les activités au sein des différents AVEC, un règlement intérieur avait été élaboré et adopté.

Après que chaque AVEC a été doté en kit de démarrage, le début a été amorcé...

*Ils ont témoigné...*



Pour certains bénéficiaires, cette première phase fut un moment d'apprentissage et surtout la rencontre des communautés et de la passion pour l'agriculture. Pour d'autres, les femmes en particulier, les associations villageoises d'épargne et de crédit changent leurs vies et leur accorde une place de choix dans leurs foyers.

1. « Ce qui me plaît le plus dans ces associations agricoles, c'est la rencontre des personnes de différentes tribus. Avant c'était impossible. Nous ne faisons que nous voir de loin. Le principe était, chacun chez soi. Les lendu chez eux, les Bira chez eux et le Hema aussi. Aujourd'hui grâce à ces associations, nous travaillons ensemble. Nous cultivons ensemble. Nous parlons parfois la langue de l'autre sans complexe. »

**Timothée Nzayu**

3. « Nous sommes dans une école. Nous apprenons tous les jours. Au départ, nous pratiquions l'agriculture en amateur mais actuellement avec le coaching et l'accompagnement des ingénieurs, nous migrons vers le professionnalisme. Moi comme d'autres membres de notre association, avions du mal à croire à la réussite et au bénéfice. Nous préférons plutôt des projets dont la rémunération était journalière mais avec la production que nous avons eue, je me rends compte du développement que suscite ce projet. Je m'y engage avec force. »

**ERABO PALUKU,**  
Président de l'association agricole Mapendo.

2. « Ce programme vient nous sortir de la pauvreté en nous dotant d'un seul langage tout en nous prêchant l'amour entre communautés. Voilà pourquoi je m'adresse aux femmes. Chères femmes, n'ayez pas peur de l'agriculture, car c'est une voie de sortie de la pauvreté. »

**Masika Sakina**

4. « Nous sommes très contentes... Parce qu'à travers ce travail nous occupons actuellement une place de responsabilité et de considération dans nos foyers. Vu que nous apportions rien en termes d'argent, nous n'avions pas droit à la parole, nous ne participions pas à la prise des décisions. Mais aujourd'hui, répondant également à quelques besoins primaires, nos maris nous traitent avec beaucoup d'attention et d'estime. Ces AVEC ont été implantées comme un hasard, mais produisent des impacts hors pairs. Grâce à quoi nous prenons de la valeur. Vraiment que Dieu Bénisse abondamment l'union européenne et la SOFEPADI. »

**Une de membres de l'association villageoise d'épargne et de crédit.**

## Formation des agronomes et vétérinaires sur l'école agricole.



Des écoles d'agriculture de terrain sont des écoles sans murs qui présentent les dernières innovations technologiques, tout en exploitant les connaissances des populations autochtones.

30 agronomes et vétérinaires, staff de la SOFEPADI et étatique de Bunia, Katoto, Beni, Mavivi, Mangina avaient bénéficié d'une formation de quatre jours sur l'école d'agriculture de terrain.

Il s'agissait d'un apprentissage par découverte, qui favorise l'appropriation et permet aux participants d'acquérir confiance en eux et en leurs capacités de reproduire ces activités et ces résultats.

Le but principal est d'acquérir des techniques et des compétences, plutôt que d'assimiler des informations concernant les nouvelles options technologiques.

Il avait été question ici, d'aider les agriculteurs à comprendre les aspects scientifiques qui sous-tendent divers aspects de l'agroécosystème c'est-à-dire le « pourquoi » du « comment » afin de leur permettre de mettre en œuvre leurs propres processus d'innovation.

Au sortir de cette formation, les participants s'étaient inscrits dans un cadre stratégique d'intervention en agriculture conforme en école d'Agriculture de Terrain.

« Nous avons acquis des connaissances importantes en participant à cette formation. Nos capacités techniques ont été améliorées en intégrant l'école d'Agriculture de Terrain. La SOFEPADI a mis à notre disposition des outils techniques pour la conduite et la programmation, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation, bref tous les outils nécessaires pour réaliser les tâches à notre charge pour un bon entrepreneuriat. »

témoigne Claude Mugeni,  
l'un des participants.

# Alternative pour l'emploi des jeunes : L'entrepreneuriat social, une solution au bénéfice de la communauté.



L'entrepreneuriat fait l'objet d'un nombre étonnant d'initiatives, d'événements et de discours, dont une grande partie s'adresse aux jeunes. Ce phénomène, que l'on retrouve dans une majorité dans le monde occidental, se diffuse en RDC dans un grand nombre de sphères sociales, éducatives et professionnelles. Cela touche une diversité croissante de jeunes, qu'ils soient sans diplôme, à l'école primaire, secondaire, dans les centres de formation professionnelle, à l'université, dans une grande école d'ingénieur ou de management ou impliqués dans le secteur associatif et culturel.

En RDC, précisément dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri, l'Union Européenne et la SOFEPADI stimulent l'entrepreneuriat social des jeunes sur les cinq sites (Beni-ville, Mavivi, Mangina, Bunia, Katoto) d'exécution du programme de renforcement de la cohésion sociale et la résilience économique des communautés affectées par les conflits au Nord-Kivu et en Ituri « **Tujenge Amani Leo** »

Au total, pour la première phase, 225 jeunes ont été identifiés à raison de 45 jeunes dans chaque zone et répondant aux critères de vulnérabilité et de risque bien établis. Bon nombre d'entre eux, ont l'âge compris entre 18 et 25 ans. Parmi eux l'on retrouve des jeunes désœuvrés, démobilisés, des jeunes responsables des ménages, des filles vulnérables issues des maisons de tolérance, des déplacées internes, des orphelins dus aux conflits armés et les jeunes abandonnés. Sur l'ensemble des jeunes identifiés, 16% d'entre eux sont des déplacés internes non autochtones.

## Formation en alphabétisation

Le programme d'alphabétisation des jeunes avait été lancé dans différents centres d'encadrement socio-professionnel des jeunes aménagés par le projet. C'était après ouverture officielle des activités par les autorités locales en collaboration avec les conseils locaux et urbains des jeunes.

Lors du lancement des activités, les jeunes avaient été exhortés à plus de responsabilité dans la gestion des centres. Les jeunes à risque ont été invités à un apprentissage responsable des métiers.

« En tant qu'autorité urbaine, je remercie infiniment SOFEPADI avec son partenaire Union Européenne pour les activités de mise en œuvre dans le cadre d'encadrement de la jeunesse qui est le socle du développement de notre entité, il est vrai que bon nombre des jeunes sont ceux qui déstabilisent la région lorsqu'ils adhèrent à des groupes armés négatifs et d'autres se livrent à la délinquance juvénile s'ils n'ont pas d'encadrement et d'orientation suffisants. Les différentes formations d'alphabétisation et d'entrepreneuriat aideront ceux-ci à être autonomes et à contribuer au développement »,

**a déclaré le Maire de ville de Beni.**

Parmi les jeunes identifiés, 168 d'entre eux avaient débuté les séances de formation en alphabétisation dont 95 filles et 73 garçons.

« Je n'avais pas eu la chance d'aller à l'école. Suis orpheline de père et de mère. Je remercie l'union européenne et la SOFEPADI pour cette initiative. A seulement 3 mois, j'ai pris un élan dans l'alphabétisation, je commence à bien lire, écrire et calculer. Avec l'aide de nos encadreurs, j'ai découvert les meilleurs comportements à prendre dans ma communauté. Je pense apprendre la coupe et couture et devenir la célèbre couturière de Beni. »

**nous partage une des apprenants.**

## Formation sur l'approche Youth Ready

Dans l'objectif d'assurer un apprentissage de qualité, les staffs SOFEPADI, DIVAS et les formateurs des Jeunes avaient été formés sur l'approche youth ready, une approche qui se veut très pratique et vivante dans l'apprentissage des jeunes afin de les rendre responsables à travers certaines compétences de la vie courante. Cette approche vise à amener les jeunes au centre de leur action d'entrepreneuriat responsable et efficace avec des compétences de la vie courante en société et dans le monde de service ou d'auto prise en charge.

Des jeunes avaient ainsi été formés pendant 3 trois mois...

« Actuellement, le manque d'emploi bat record chez nous. Les jeunes sont désœuvrés, ils sont à la merci des groupes armés. Nous comptons plus d'un jeune orphelin suite à la mort des parents dans les conflits armés. Cet état de chose ne rend pas possible l'accès à l'éducation. Ce contexte nous a toujours renvoyé à la question de savoir : que serait la RDC et plus particulièrement les provinces du Nord-Kivu et Ituri ? Car dit-on la jeunesse est l'avenir d'un pays. Aujourd'hui, nous saluons ce programme de l'Union Européenne et de la SOFEPADI. Pour nous, le programme est arrivé à point nommé. Ainsi, nous encourageons l'initiative, car visant à promouvoir l'autonomisation des jeunes. Nous pensons que les générations de nos parents n'auront pas peur de laisser le pays entre nos mains. »

**déclare Patrick Kiyana, 3ème vice-président du conseil urbain de la Jeunesse, chargé des finances.**



# Formation des leaders communautaires sur les techniques de communication, un apport considérable pour la cohésion sociale au Nord Kivu et en Ituri.

Les membres des CLPD, GD et CLSP avaient été formés pendant cinq jours à Beni et Bunia sur les techniques de communication, le plaidoyer et la résolution pacifique des conflits.

Le but était d'engager ces derniers pour la paix, l'organisation et la participation aux groupes de dialogue.

Inscrites dans le cadre du programme de renforcement de la cohésion sociale et la résilience économique des communautés affectées par les conflits au Nord-Kivu et en Ituri, cofinancées par l'Union européenne ainsi que la Solidarité féminine pour la paix et le développement intégral, ces assises consistaient à constituer un cadre d'échange et de dialogue afin de transformer les membres structures au sein de chaque communauté en acteurs de paix et de développement au sein des groupes de dialogue communautaires.

Accompagnant les actions du gouvernement congolais dans la promotion de la paix, la Sofepadi avait alors mis en avant trois thématiques (la communication, le plaidoyer et la résolution pacifique de conflits) pour renforcer les capacités des membres des groupes de dialogue afin que ces derniers acquièrent des compétences de mener convenablement les actions pour la promotion de la paix dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri.

« Dans le souci d'accompagner le gouvernement congolais dans l'atteinte de la paix dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri, nous avons jugé opportun de présenter aux animateurs des groupes de dialogue, les stratégies et moyens de résolution pacifique des conflits. Ainsi, nous croyons à l'appropriation de ces stratégies par les participants pour la transformation des conflits violents en opportunité pour faire la paix. »,

**signale Monsieur Joachim Musuba,  
l'un de facilitateur de la formation à Bunia.**

Croyant fermement que cette formation servira aux animateurs des groupes de dialogue dans l'atteinte des objectifs qu'ils poursuivent, Monsieur Didier Mupitanja, facilitateur à Beni, a souligné le bien-fondé de cette formation.

« Puisque les objectifs de développement durable(ODD) ne peuvent pas avoir lieu que sans une société pacifique, où les droits humains sont respectés et protégés, cette formation vient outiller les animateurs des groupes de dialogue dans l'atteinte des objectifs qu'ils poursuivent au quotidien. »

Cinq jours d'apprentissage sur la communication, le plaidoyer, la résolution pacifique de conflits ont valu leur pesant d'or, témoignent les participants.

« Pendant cinq jours, nous avons été formés sur les techniques de communication, le plaidoyer et résolution pacifique de conflit. Nous remercions grandement l'Union européenne et la Sofepadi qui ont rendu effective la tenue de cette formation dans de bonnes conditions, avec formateurs dont la méthodologie était adaptée. Nous souhaitons que de telles initiatives aillent de l'avant pour contribuer à la construction de la paix durable et la cohésion pacifique au sein de nos communautés. »

## Le dialogue communautaire, le socle de la résolution des conflits.



Des séances des dialogues communautaires avaient également été organisées dans les Provinces du Nord-Kivu ( Béni, Mavivi, Mangina) et de l'Ituri ( Bunia, Katoto) dans le cadre du projet Tujenge Amani Leo avec le cofinancement de l' Union européenne en République démocratique du Congo et de la SOFEPADI.

Ces séances avaient comme but de s'appesantir sur des thématiques diverses à la base des contradictions, oppositions ou confrontations entre les membres des mêmes ou des différentes communautés.

Par exemple, avaient été tenus des dialogues démocratiques sur la problématique de cohésion sociale entre les conducteurs des motos des différents quartiers de la ville de Bunia : Kindia-hoho/mudwi-pela-bigo ; la cohabitation pacifique entre la population et les autorités policières, militaires pendant l'Etat de siège à Beni ; le conflit entre les gestionnaires de l'institut mabasele et famille kyavere de ngite à mavivi, ... avec l'objectif d'amener les parties prenantes à mettre en place des stratégies concertées, appropriées, positives et capables de contribuer à l'essor socio-sécuritaire et éducationnel des communautés affectées par les conflits armés et ses conséquences.



Au total 600 personnes ont pris part à ces activités. Parmi elles, des autorités militaires et policières, les relais communautaires des hommes et des femmes, des taximen moto (influenceurs de la ville de Bunia). Ces rencontres ont eu un grand succès, car elles ont permis la création des moments de confrontation entre les membres des différentes communautés qui partagent des problématiques similaires de cohabitation.

Le moment de partage sur les vécus et sur les difficultés que connaît chaque communauté avait été, en effet, très riche et une expérience nouvelle car quelques communautés n'avaient jamais bénéficié d'un moment de mise en commun de leurs expériences.

Les participants n'avaient pas hésité à ressortir les problèmes qu'ils vivent quotidiennement et à proposer des initiatives pour la recherche de la paix dans leurs communautés respectives. Les échanges sur les différents aspects engagés pendant ce moment avaient été fructueux, chacun avait alors pu apporter sa contribution pour la consolidation de la paix dans sa localité respective.



« Nous avons été réunis par la SOFEPADI pour discuter entre taximen.

C'était compliqué de comprendre les problèmes des taximen du nord, du sud et ailleurs.

Mais grâce à ce dialogue, nous avons appréhendé ce qui constitue les limites entre nous. Transportant plusieurs personnes la journée, nous nous engageons à porter le message d'unité dans notre communauté. Nous pensons que grâce à cette approche la paix va régner à Bunia. »

témoigne Monsieur  
**Daniel Mungerangabu,**  
taximen moto en ville de Bunia.



« Nous sommes satisfaites des issues du dialogue que nous avons eu avec les autorités militaires et policières. Les militaires ont eu le temps de nous expliquer pourquoi l'insécurité persiste dans notre communauté et en retour nous leurs avons formulé nos recommandations. Ce fut vraiment un moment d'échange à cœur ouvert. Nous pensons que cela portera les fruits sous peu. »

À ce propos, le colonel Serge Mavinga, Commandant du bataillon spécial du combat en jungle et en même temps coordonnateur des opérations de Mangina jusqu'à Makumo à Beni territoire, a remercié la SOFEPADI et l'union européenne en RDC pour ces initiatives qui prônent le mariage civilo-militaire pour la cohésion sociale en ville de Beni et territoire.



« Nous remercions la SOFEPADI pour l'initiative, il s'agit d'une bonne idée parce qu'elle a permis un rapprochement entre l'Armée et la population. Au départ, la population était réticente mais grâce à ces échanges, les militaires ont fait le vœu de recadrer leurs comportements vis-à-vis de la population et la population de voir l'Armée comme un outil de paix et de sécurité.

Pour le capitaine Antonie Mwalushangi, porte-parole du secteur opérationnel sokola 1 Grand nord, l'initiative du dialogue communautaire est une pièce qui manquait au puzzle d'une cohésion effective.



« Autour d'une table avec la population, nous avons échangé, avons écouté ce qu'elle réclame et avons également dit ce que nous pensions pour améliorer la bonne relation entre l'Armée et la population car aucune Armée au monde n'a gagné la guerre sans le soutien de la population. Nous remercions la SOFEPADI pour l'organisation de ce cadre d'échange, une chaîne de transmission qui manquait entre les autorités militaires, policières et la population. Avec cette approche, nous croyons à une cohésion sociale effective dans cette partie de la république. »

Avec ces animations portées par les Groupes de dialogue communautaire appuyés par le projet, la **SOFEPA** a contribué à renforcer la résilience et le processus de la consolidation de la paix durable entre les différentes communautés hôtes en ouvrant un canal de communication claire pour répondre aux conflits d'intérêt, et à améliorer la cohabitation pacifique et la cohésion à travers les dialogues permettant de rechercher les maux qui mettent à mal le vivre ensemble convivial des différentes couches sociales.

# L'accès aux soins de santé sexuelle et reproductive et l'assistance psychologique des victimes des conflits armés et de la pauvreté généralisée

Trente prestataires des soins (médecins, infirmiers et psychologues) de la SOFEPADI, de Bunia et Beni, avaient été formés pendant 4 jours sur la prise en charge des victimes des conflits armés. Portant sur deux points majeurs : la gestion clinique des cas et la prise en charge psychologique des survivants des conflits armés, y compris des viols, l'objectif fut d'assurer une prise en charge adaptée et de bonne qualité aux survivant(e)s des violences sexuelles, des violences basées sur le genre, et des victimes de conflits armés.

C'est alors que dans cette optique, le Clinique Gyneco Obstetrique Karibuni Wa Mama de la SOFEPADI avait été approvisionné en médicaments essentiels en vue d'assurer cette prise en charge.



Tout au long de cette première année, des activités d'accompagnement psychologique des victimes des conflits ont été menées à Bunia et à Beni. Au total 695 cas des victimes des VBG avaient été enregistrés et accompagnés au plan psychologique dont 458 à Bunia et 237 à Beni. Parmi les cas accompagnés à Beni, 33 cas étaient ceux des conflits armés et 47 cas de violences sexuelles. 52 cas ont été accompagnés à Beni sur le plan juridique



Différentes activités avaient été organisées dans l'objectif de vulgariser les informations sur la santé sexuelle et reproductive chez les femmes, hommes, garçons et filles.

C'est notamment la mise en place des clubs d'écoute des jeunes sur la santé sexuelle et de la reproduction dans chaque zone du projet. 125 pairs éducateurs avaient été identifiés au sein des différents milieux des jeunes dont les écoles, conseils urbains et locaux des jeunes, en plus des jeunes bénéficiaires du projet.

Avoir un âge compris entre 15 et 25 ans ;

Savoir lire et écrire la langue française et le Swahili ;

Etre disponible et prêt à répondre à toutes questions des bénéficiaires et de leur rendre service ;

Etre capable de comprendre, communiquer et de stimuler la matière apprise de la SSR et communiquer aux autres bénéficiaires ;

Avoir une bonne moralité, être honnête, poli, sociable, responsable, etc....

Ces pairs éducateurs avaient été formés sur la santé sexuelle reproductive, les techniques de communication sur la SSR, VBG et le circuit de référencement.

Après différentes formations, place aux sensibilisations sur la santé sexuelle reproductive dans les communautés bénéficiaires. 154 personnes ont participé à nos activités dont 140 personnes aux activités de la sensibilisation dont 18H, 4F, 40 garçons et 78 filles.

Pour mener à bien les écoutes des bénéficiaires sur des questions liées à la SSR, 5 points d'écoute avaient été ouverts au sein des centres socio-professionnels des jeunes pour offrir aux jeunes et autres nécessiteux des informations sur la santé sexuelle et de reproduction.

Dans le but de renforcer les sensibilisations à travers des émissions radio, 5 chaînes communautaires avaient été identifiées et associées dans les différentes zones de mise en œuvre.

A partir des émissions réalisées, plusieurs personnes ont acquis de nouvelles connaissances. Ainsi, il a été noté une forte sollicitation d'appui aux soins et aux conseils.

« J'ignorais plusieurs questions sur le fonctionnement de mon corps. Et j'avais honte de partir à l'hôpital pour faire des examens par peur d'être qualifiée de pute. Grâce au club d'écoute des jeunes mis en place par la SOFEPADI, discutant avec mes pairs jeunes, j'ai décidé de me rendre au Centre Karibuni Wa Mama pour la prise en charge.

Par manque de moyen de ma survie et de mon enfant, je me jetais dans les bras de n'importe quel homme ignorant les risques. Je remercie la SOFEPADI et l'Union Européenne, grâce à ce programme je connais déjà mon état sérologique et j'ai opté pour une méthode contraceptive. Maintenant, Je me sens en sécurité. ».

**témoigne une des bénéficiaires de la prise en charge à Bunia.**



# Tujenge Amani Leo

Mars 2021

Numéro 01

Gratuit

Annuel